

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 86 — 209

2 DECEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif
fixant les conditions d'octroi de subventions pour les activités servant la propagande
en faveur de l'Education physique et des Sports

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 20 juin 1963 relative à l'encouragement de l'Education physique, de la pratique des Sports et de la Vie en Plein Air, ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives telle qu'elle a été modifiée par les lois des 4 juin 1971 et 28 décembre 1973, notamment l'article 15;

Vu le décret du 22 décembre 1977 fixant les conditions de reconnaissance des fédérations sportives et les conditions d'octroi de subventions de fonctionnement à ces fédérations, modifié par le décret du 18 décembre 1984;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 29 avril 1985;

Vu l'avis de la section française du Conseil Supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en Plein Air donné le 25 septembre 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, 1er alinéa tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence motivée par le fait que les bénéficiaires potentiels des subventions visées par le présent arrêté doivent introduire leur demande avant la fin de l'exercice 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 25 novembre 1985;

Arrêtons :

CHAPITRE I. — Des conditions d'octroi des subventions

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « Ministre », le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a l'Education physique, les Sports et la Vie en Plein Air dans ses attributions;
- 2° « Administration », l'administration de l'Education physique, des Sports et de la Vie en Plein Air qui relève de l'Exécutif de la Communauté française;

Art. 2. Le Ministre peut, dans la limite des crédits budgétaires, accorder des subventions en vue de favoriser des activités à caractère communautaire, national ou international servant, dans le domaine de l'Education physique, et des Sports, le prestige de la Communauté française.

Art. 3. Peuvent bénéficier de ces subventions :

1° les fédérations sportives reconnues en application des dispositions du décret du 22 décembre 1977 fixant les conditions de reconnaissance des fédérations sportives et les conditions d'octroi de subventions de fonctionnement à ces fédérations;

2° les cercles sportifs affiliés aux fédérations dont question au 1° ci-dessus;

3° dans des cas exceptionnels des pouvoirs organisateurs non visés aux points 1° et 2° ci-dessus; après avis de la section française du Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en Plein Air.

Art. 4. § 1er. Peuvent faire l'objet des subventions visées par le présent arrêté, les activités ci-dessous :

1. Organisations dans la région unilingue française et dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

- a) les compétitions et activités assimilées;
- b) les manifestations de masse;
- c) les conférences, congrès, journées d'études, expositions;
- d) l'édition de publications à caractère sportif et de haute valeur scientifique, technique ou pédagogique;
- e) la production de films ou de tous autres documents audio-visuels à caractère sportif et de haute valeur scientifique, technique ou pédagogique.

II. Participation à des manifestations organisées en dehors de la région unilingue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

- a) les compétitions et activités assimilées;
- b) les conférences, congrès, journées d'études.

§ 2. Sont exclues des subventions faisant l'objet du présent arrêté, les dépenses relatives à des manifestations susceptibles de bénéficier d'autres subventions accordées par la Communauté française dans le cadre d'autres législations ou réglementations.

Art. 5. Sont seules prises en considération les dépenses indispensables strictement liées à l'activité et qui peuvent être rangées dans une des rubriques reprises ci-dessous :

I. Organisations dans la région unilingue française et dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale :

- 1° Frais administratifs, de secrétariat et de publications, limités à 10 % du total général des dépenses justifiées.
- 2° Frais de publicité, limités à 15 % du total général des dépenses justifiées.
- 3° Frais de location des installations nécessaires à l'organisation.
- 4° Frais de location d'équipements et de matériel sportifs y compris les frais de transport de ce matériel ou de remorquage d'engins sportifs.
- 5° Frais d'assurance propres à l'organisation.
- 6° Frais de déplacement suivant des modalités à fixer par le Ministre.
- 7° Frais de séjour et de logement qui sont globalement limités à 1 500 francs par jour et par personne. Ce montant est lié aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation; il est rattaché à l'indice en vigueur au 1er janvier 1985 et il est adapté ensuite chaque année compte tenu de l'indice en vigueur au 1er janvier.
- 8° Frais médicaux spécifiques à l'organisation.
- 9° Frais d'arbitrage.
- 10° Frais d'inscription et droits d'organisation propres à l'activité.

II. Participation à des manifestations organisées en dehors de la région unilingue de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-capitale.

1^o Frais administratifs, limités à 10 % du total général des dépenses justifiées.

2^o Frais d'assurance propres à l'activité.

3^o Frais de location d'équipements et de matériel sportifs.

4^o Frais de transport de matériel (y compris le remorquage de ce matériel).

5^o Frais de déplacement suivant des modalités à fixer par le Ministre.

6^o Frais de séjour et de logement qui sont globalement limités à 1 500 francs par jour et par personne.

Ce montant est lié aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation de la manière prévue au point 7^o du § I, ci-dessus.

7^o Frais d'inscription propres à l'activité.

CHAPITRE II. — Du mode de calcul des subventions

Art. 6. Pour le calcul de la subvention, le montant des recettes éventuelles est déduit du total des dépenses admises, au prorata de leur importance par rapport au total des dépenses admissibles.

Art. 7. A. La subvention est égale à 66 % du montant des dépenses admises après déduction du montant des recettes éventuelles conformément à l'article 6 du présent arrêté.

Ce taux est porté à 100 % pour la participation aux Jeux Olympiques et pour l'organisation ou la participation au Championnats du Monde et aux Championnats d'Europe et compétitions assimilées.

B. Les manifestations qui présentent un intérêt moindre au plan de la propagande pour le sport ou du prestige que la Communauté française pourrait en retirer, peuvent bénéficier d'une subvention inférieure à la norme générale reprise au point A ci-dessus et dont le montant est fixé par le Ministre.

C. Le Ministre fixe les conditions dans lesquelles sont exclus du calcul de la subvention certains frais dont question à l'article 5 (pts I et II) ci-dessus.

D. Par dérogation à l'article 5 ci-dessus, le Ministre fixe la nature des frais admissibles ainsi que le montant de la subvention pour les activités reprises à l'article 4, § 1er, I, pts c), d), e) et II pt b) du présent arrêté.

Art. 8. Les subventions peuvent être plafonnées par le Ministre.

Art. 9. Pour le calcul de la subvention, les divers postes de dépenses pris en considération sont plafonnés au montant des prévisions budgétaires établies par le demandeur.

CHAPITRE III. — De l'introduction des demandes de subventions

Art. 10. La demande de subvention est adressée à l'Administration à l'aide des formulaires prévus à cet effet. Pour être prise en considération, ladite demande doit être en possession de l'administration au plus tard quinze jours avant le début de l'activité pour laquelle la subvention est sollicitée.

Art. 11. A. Les fédérations sportives reconnues sur la base du décret du 22 décembre 1977 introduisent chaque année un plan motivé reprenant les diverses manifestations sportives prévues à leur programme et pour lesquelles des subventions seront sollicitées. Ces plans porteront sur des périodes de six ou de douze mois prenant cours soit le 1er janvier ou le 1er juillet de l'année considérée.

B. Toute demande de subvention introduite par une fédération sportive en complément du plan dont question au A ci-dessus, doit être explicitement justifiée quant à son intérêt sportif particulier et à son absence au plan initialement présenté.

Art. 12. Après examen des plans dont question à l'article 11 ci-dessus, le Ministre peut accorder des avances sur subventions dont le montant ne peut dépasser 50 % du total des subventions prévisibles calculées pour l'ensemble des manifestations reprises auxdits plans.

Art. 13. Lorsque l'emploi des avances dont question à l'article 12 ci-dessus n'est pas dûment justifié, elles sont récupérées par l'Administration; leur montant peut être déduit des subventions de toute nature dues ou à accorder à la fédération sportive concernée.

CHAPITRE IV. — De l'introduction et de l'examen du bilan comptable

Art. 14. A. Le bilan comptable de l'activité, établi sur les formulaires prévus à cet effet, doit être transmis à l'Administration dans les trois mois qui suivent la fin de l'activité pour laquelle une subvention a été accordée.

B. Le document repris sous A ci-dessus sera accompagné de toutes les pièces comptables justifiant les dépenses exposées (factures, notes de créance, etc...) ainsi que de tout document prouvant leur paiement (extraits de compte financier, acquit des factures, etc...)

Art. 15. Au moment de l'introduction du bilan comptable, le demandeur fournit à l'Administration un rapport relatif au classement et à la prestation des athlètes ainsi qu'aux activités des accompagnateurs.

En ce qui concerne les activités reprises à l'article 4, § 1er I pts d) et e) du présent arrêté, deux exemplaires des livres et une copie des films ou autres documents audio-visuels seront remis à l'Administration.

Art. 16. Lors de l'examen du bilan comptable, en aucun cas, les dépenses accessoires telles que frais de réception ou de banquet, achat de souvenirs, de trophées, challenges et médailles, organisation de visites touristiques ou culturelles, etc... ne seront prises en considération.

Art. 17. Pour les manifestations ayant fait l'objet des dispositions de l'article 11 du présent arrêté, les bilans comptables des diverses manifestations reprises aux plans annuels ou semestriels, seront introduits selon la procédure prévue à l'article 14 ci-dessus et ce, au fur et à mesure du déroulement desdites manifestations.

CHAPITRE V. — Dispositions générales

Art. 18. L'approbation d'une demande de subvention entraîne pour le demandeur l'obligation de mentionner explicitement, à toutes occasions, l'intervention de la Communauté française (publications, affiches, programmes, communiqués de presse, rapports, déclarations publiques, etc...).

Art. 19. L'arrêté royal du 28 avril 1965 réglant l'octroi des subsides pour les activités servant la propagande en faveur de l'Éducation Physique et des Sports est abrogé en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1986.

Bruxelles, le 2 décembre 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre-Président de l'Exécutif
de la Communauté française,

Ph. MOUREAUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 86 — 200

2 DECEMBER 1985. — Besluit van de Executieve houdende vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor de activiteiten die de propaganda ten bate van de Lichamelijke Opvoeding en de Sport dienen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitlagen inrichten, zoals zij werd gewijzigd door de wetten van 4 juni 1971 en 28 december 1973, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het decreet van 22 december 1977 houdende vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de sportfederaties en de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor de werking aan vernoemde federaties, gewijzigd door het decreet van 18 december 1984;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën op datum van 20 april 1985;

Gelet op het advies van de Franstalige afdeling van de Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens, gegeven op 25 september 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en inzonderheid op artikel 3, 1e lid, zoals het werd gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de personen die potentieel recht hebben op de toelagen bedoeld bij dit besluit, hun aanvraag moeten indienen vóór het einde van het boekjaar 1985;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 25 november 1985;

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — Voorwaarden voor de toekenning van de toelagen

Artikel 1. In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

- 1° « Minister » het lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens behoren;
- « Administratie », de administratie voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens die ressorteert onder de Franse Gemeenschapsexecutieve;

Art. 2. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten, kan de Minister toelagen toekennen met het oog op de aanmoediging van activiteiten van gemeenschappelijke, nationale of internationale aard op het vlak van de Lichamelijke Opvoeding en de Sport, die het prestige van de Franse Gemeenschap ten goede komen.

Art. 3. Kunnen van deze toelagen genieten :

1° De sportfederaties erkend bij toepassing van de bepalingen van het decreet van 22 december 1977 houdende vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de sportfederaties en de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor de werking aan vernoemde federaties;

2° de sportkringen aangesloten bij de federaties waarvan sprake in het hierboven vermelde 1°;

3° in buitengewone gevallen, inrichtende machten niet bedoeld bij de hierbovenvermelde punten 1° en 2°, na advies van de Franstalige afdeling van de Hoge Raad van de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens.

Artikel 4. § 1. Kunnen in aanmerking komen voor de toelagen bedoeld bij dit besluit, de hierna vermelde activiteiten :

I. Organisaties in het eentalige Franse taalgebied en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

- a) de wedstrijden en ermee gelijkgestelde activiteiten;
- b) de massamanifestaties;
- c) de conferenties, congressen, studiedagen, tentoonstellingen;
- d) de uitgave van publicaties van sportieve aard en van hoge wetenschappelijke, technische of pedagogische waarde;
- e) de productie van films of elk ander audio-visueel document van sportieve aard en van hoge wetenschappelijke, technische of pedagogische waarde.

II. Deelneming aan manifestaties georganiseerd buiten het eentalige Franse taalgebied en buiten het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

a) de wedstrijden en ermee gelijkgestelde activiteiten;

b) de conferenties, congressen, studiedagen.

§ 2. Worden uitgesloten van de toelagen bedoeld bij dit besluit, de uitgaven betreffende de manifestaties die van andere toelagen kunnen genieten die door de Franse Gemeenschap worden toegekend in het raam van andere wetgevingen of regelingen.

Art. 5. Worden enkel in aanmerking genomen de onontbeerlijke uitgaven die in strikt verband met de activiteit staan en die gerangschikt kunnen worden in één van de hieronder vermelde rubrieken :

I. Organisaties in het eentalige Franse taalgebied en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

1° Administratie-, secretariaats- en publicatiekosten, beperkt tot 10 % van het algemeen totaal van de gerechtvaardigde uitgaven.

2° Publiciteitskosten, beperkt tot 15 % van het algemeen totaal van de gerechtvaardigde uitgaven.

3° Huurkosten van de installaties nodig voor de organisatie.

4° De kosten voor het huren van sportuitrustingen en -materieel met inbegrip van de kosten voor het vervoer van dit materieel of het slepen van de sporttoestellen.

5° Verzekeringskosten eigen aan de organisatie.

6° Reiskosten volgens door de Minister vast te stellen voorwaarden.

7° Verblijfs- en huisvestingskosten die globaal beperkt zijn tot 1500 frank per dag en per persoon. Dit bedrag houdt verband met schommelingen van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen; het is gekoppeld aan het indexcijfer van kracht op 1 januari 1985 en het wordt vervolgens elk jaar aangepast, met inachtneming van het indexcijfer van kracht op 1 januari.

- 8° Medische kosten eigen aan de organisatie.
- 9° Scheidsrechtscosten.
- 10° Inschrijvingskosten en organisatie-rechten eigen aan de activiteit.

II. Deelneming aan manifestaties georganiseerd buiten het centalige Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

- 1° Administratiekosten, beperkt tot 10 % van het algemeen totaal van de gerechtvaardigde uitgaven.
 - 2° Verzekeringskosten eigen aan de activiteit.
 - 3° Kosten voor het huren van sportuitrustingen en -materiael.
 - 4° Kosten voor het vervoer van materieel (met inbegrip van het slepen van dit materieel).
 - 5° Reiskosten volgens door de Minister vast te stellen nader regels.
 - 6° Verblijfs- en huisvestingskosten die globaal beperkt zijn tot 1 500 frank per dag en per persoon.
- Dit bedrag houdt verband met de schommelingen van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijs op de wijze bedoeld bij het hierbovenvermelde punt 7 van § 1.
- 7° Inschrijvingskosten eigen aan de activiteit.

HOOFDWSTUK II. — *Wijze van berekening van de toelagen*

Art. 6. Voor de berekening van de toelage, wordt het bedrag van de eventuele ontvangsten afgetrokken van het totaal van de toegelaten uitgaven, naar evenredigheid van hun belang in vergelijking met het totaal van de toelaatbare uitgaven.

Art. 7. A. De toelage is gelijk aan 66 % van het bedrag van de toegelaten uitgaven na aftrekking van het bedrag van de eventuele ontvangsten overeenkomstig artikel 6 van dit besluit.

Dit cijfer wordt tot 100 % verhoogd voor de deelneming aan de Olympische Spelen en voor de organisatie van of de deelneming aan de Wereldkampioenschappen en aan de Europese kampioenschappen en ermee gelijkgestelde wedstrijden.

B. De manifestaties die op het vlak van de propaganda voor de sport of van het prestige dat de Franse Gemeenschap er uit zou kunnen halen, van minder belang zijn, kunnen genieten van een toelage die lager is dan de algemene norm bedoeld onder punt A. hierboven en waarvan het bedrag door de Minister wordt vastgesteld.

C. De Minister stelt de voorwaarden vast waarbij sommige kosten waarvan sprake bij bovenvermeld artikel 5 (punten I en II) worden uitgesloten voor de berekening van de toelage.

D. In afwijking van het hierboven vermeld artikel 5, stelt de Minister de aard van de toelaatbare kosten vast alsmede het bedrag van de toelage voor de bij artikel 4, § 1, I punten C), d) e) en II punt b) van dit besluit aangehaalde activiteiten.

Art. 8. De Minister kan aan de toelagen een maximale waarde toekennen.

Art. 9. Voor de berekening van de toelagen wordt aan de verscheidene in aanmerking genomen uitgavenposten een maximale waarde toegekend in evenredigheid met de begrotingsvooruitzichten door de aanvrager vastgesteld.

HOOFDSTUK III. — *Indienen van de aanvragen om toelagen*

Art. 10. De aanvragen om toelagen worden aan de Administratie gericht op speciaal daartoe bestemde formulieren. Om in aanmerking te worden genomen moet genoemde aanvraag in het bezit van de Administratie zijn ten laatste veertien dagen vóór het begin van de activiteit waarvoor de toelage is aangevraagd.

Art. 11. A. De sportfederaties erkend op grond van het decreet van 22 december 1977 dienen elk jaar een gemotiveerd plan in met vermelding van de diverse sportmanifestaties die op hun programma staan en waarvoor toelagen zullen worden aangevraagd. Deze plannen zullen betrekking hebben tot periodes van zes tot twaalf maanden die zullen beginnen te lopen met ingang van de 1e januari of de 1e juli van het in aanmerking genomen jaar.

B. Elke aanvraag om toelage ingediend door een sportfederatie als aanvulling van het plan waarvan sprake in het hierbovenvermeld A. moet uitdrukkelijk aantonen dat ze vanuit het sportieve standpunt bijzonder gerechtvaardigd is en waarom ze in het aanvankelijk voorgestelde plan niet voorkomt.

Art. 12. Na onderzoek van de plannen waarvan sprake in het bovenvermelde artikel 11, kan de Minister voorschotten toekennen op toelagen waarvan het bedrag 50 % niet mag overschrijden van het totaal der voorzienbare toelagen berekend voor het geheel van de manifestaties die bij vernoemde plannen zijn aangehaald.

Art. 13. Wanneer de aanwending van de voorschotten waarvan sprake in het bovenvermelde artikel 12 niet behoorlijk is gemotiveerd, zullen zij door de Administratie worden teruggevorderd; hun bedrag kan worden afgetrokken van allerhande toelagen verschuldigd of toe te kennen aan de betrokken sportfederatie.

HOOFDSTUK IV. — *Het indienen en het nazicht van de boekhoudkundige balans*

Art. 14. A. De boekhoudkundige balans van de activiteit, opgemaakt op speciaal daartoe bestemde formulieren, moet worden gestuurd naar de Administratie binnen de drie maanden die volgen op het einde van de activiteit waarvoor een toelage werd toegekend.

B. Het document onder hierbovenvermeld A. aangehaald zal worden gestaafd door al de boekhoudkundige stukken die de opgegeven uitgaven rechtvaardigen (facturen, nota's van schuldvorderingen), alsmede door elk document dat de betaling ervan aantoonst (uittreksels uit rekeningen, kwitanties van facturen, enz...).

Art. 15. Op het ogenblik van het indienen van de boekhoudkundige balans, levert de aanvrager aan de Administratie een verslag af betreffende de rangschikking en de prestatie van de atleten alsmede van de activiteiten van de begeleiders.

Voor de activiteiten aangehaald onder artikel 4, § 1, I punten d) en e) van dit besluit, zullen twee exemplaren van de boeken en een afschrift van de films of andere audio-visuele documenten aan de Administratie worden afgeleverd.

Art. 16. Bij het nazicht van de boekhoudkundige balans zullen, in geen enkel geval, bijkomstige uitgaven zoals receptie- of banketkosten, aankoop van souvenirs, trofeeën, wisselbekers en medailles, organisatie van toeristische of culturele bezoeken, enz. in aanmerking worden genomen.

Art. 17. Voor de manifestaties bedoeld in de bepalingen van artikel 11 van dit besluit, zullen de boekhoudkundige balansen van de diverse manifestaties aangehaald bij de jaarlijkse of halfjaarlijkse plannen, ingediend worden volgens de procedure bepaald bij bovenvermeld artikel 14, en dit naargelang het verloop van de vernoemde manifestaties.

HOOFDSTUK V. — Algemene bepalingen

Art. 18. De goedkeuring van een aanvraag om toelage brengt voor de aanvrager de verplichting mede uitdrukkelijk, bij elke gelegenheid, de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap te vermelden (publicaties, aanplakbiljetten, programma's, persmededelingen, verslagen, openbare verklaringen, enz.).

Art. 19. Het koninklijk besluit van 28 april 1985 tot regeling van de toekenning van de toelagen voor de activiteiten die de propaganda ten gunste van de Lichamelijke Opvoeding en de Sport dienen wordt opgeheven voor wat de Franse Gemeenschap betreft.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1986.

Brussel, 2 december 1985.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutie,
De Minister-Voorzitter van de
Franse Gemeenschapsexecutie,
Ph. MOUREAUX

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

- Bij koninklijke besluiten van 22 januari 1986, zijn benoemd tot :
- klerk-griffier bij de rechtbank van koophandel te Antwerpen, Mevr. Desaunoy, G., eeraanwezend opsteller bij de griffie van die rechtbank;
 - klerk-griffier bij het vrederecht van het kanton Kapellen, Mevr. Van Havermaet, J., eeraanwezend klerk-griffier bij het vrederecht van het kanton Morksem;
 - adjunct-secretaris bij het parket van het Hof van beroep te Gent, de heer De Coninck, G., adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent;
 - klerk-secretaris bij het parket van het Hof van beroep te Gent, de heer Van de Velde, A., beambte bij dit parket;
 - klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, Mevr. Waterschoot, M., opsteller bij dit parket.

Gerechtelijke Politie

- Bij koninklijke besluiten van 16 januari 1986 zijn, met ingang van 1 januari 1986, benoemd tot officier-commissaris voor gerechtelijke opdrachten :
- bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, de gerechtelijke officieren :
Mlle M. Desseille, de heren G. Marnette en Y. Zimmer.
 - bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, de gerechtelijke officieren :
de heren S. Schoellinck, C. Darville en B. Derbaudrenghien.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN,
OPENBAAR AMBT EN DECENTRALISATIE

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 24 december 1985 is de heer Jean Courtin, directeur van de Nationale Maatschappij voor de herstructurering van de Nationale Sectoren, met ingang van 20 november 1985 benoemd in de hoedanigheid van kabinetschef van de vice-eerste minister.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

- Par arrêtés royaux du 22 janvier 1986, sont nommés :
- commis-greffier au tribunal de commerce d'Anvers, Mme Desaunoy, G., rédacteur principal au greffe de ce tribunal;
 - commis-greffier à la justice de paix du canton de Kapellen, Mme Van Havermaet, J., commis-greffier principal à la justice de paix du canton de Morksem;
 - secrétaire adjoint au parquet de la Cour d'appel de Gand, M. De Coninck, G., secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand;
 - commis-secrétaire au parquet de la Cour d'appel de Gand, M. Van de Velde, A., employé à ce parquet;
 - commis-secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Termonde, Mme Waterschoot, M., rédacteur à ce parquet.

Police judiciaire

- Par arrêtés royaux du 16 janvier 1986, sont nommés, à la date du 1er janvier 1986, officier-commissaire aux délégations judiciaires :
- près le parquet du tribunal de première instance à Bruxelles, les officiers judiciaires :
Mlle M. Desseille, MM. G. Marnette et Y. Zimmer.
 - près le parquet du tribunal de première instance à Charleroi, les officiers judiciaires :
MM. S. Schoellinck, C. Darville et B. Derbaudrenghien.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA DÉCENTRALISATION

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 24 décembre 1985, M. Jean Courtin, directeur à la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux est nommé en qualité de chef de cabinet du vice-premier ministre, à partir du 28 novembre 1985.